

Grâce aux travaux effectués ces dernières années par le PNUD et le CIDH, nous sommes mieux en mesure d'utiliser des indicateurs socio-économiques pour analyser l'impact du problème des mines et les progrès réalisés en vue de le faire disparaître. Des initiatives comme celles qu'ont entreprises le PRIO (Peace Research Institute of Oslo) en Norvège et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) au Canada ont permis de mieux comprendre le lien entre l'action antimines et la planification et la programmation du développement au sens large.

On constate aussi des progrès en ce qui a trait aux données et renseignements nécessaires pour mieux comprendre le problème des mines terrestres à l'échelle mondiale. Une enquête internationale sur les mines terrestres (Global Landmine Survey) a été lancée en 1998 dans le but de produire des données fiables sur l'impact socio-économique des mines. Sous la direction d'un groupe de travail composé de représentants des Nations Unies, du CIDH, de l'organisme Vietnam Veterans of America Foundation et d'autres ONG, des études d'impact socio-économique de niveau un ont été entreprises

ou sont sur le point de l'être dans plusieurs pays touchés par le problème des mines.

Grâce au concours du Canada et d'autres pays, des études ont présentement lieu en Angola, au Cambodge, au Kosovo, au Liban, au Mozambique, au Tchad et au Yémen. Le première étude de niveau un, financée au moyen d'une contribution canadienne de 1,5 million de dollars, a pris fin au milieu de l'année 2000 au Yémen et les résultats ont été communiqués au gouvernement yéménite en septembre.

Les renseignements généraux sur la nature et l'ampleur du problème des mines dans un pays donné sont un autre élément important permettant d'établir les priorités et d'assurer l'efficacité de la coordination. L'ONU devait, à la fin de 2000, avoir effectué plus de 10 missions d'évaluation inter-agences destinées à recueillir des renseignements de ce genre en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Égypte, en Équateur, au Honduras, au Pérou, au Liban, en Namibie, en Sierra Leone, en Zambie et au Zimbabwe.

La manipulation des données recueillies sur le terrain est aujourd'hui plus systématique et plus avancée, grâce au système de gestion de l'information sur l'action antimines

Consultation à O'Our (Yémen) dans le cadre d'une étude d'impact socio-économique de niveau un.

